

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 FÉVRIER 1921

Projet de loi

augmentant le personnel des tribunaux de 1^{re} instance de Bruxelles, de Huy et de Verviers et prolongeant le délai de nomination des substituts de complément et des référendaires adjoints de complément (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE LA JUSTICE ET DE LA LÉGISLATION CIVILE ET CRIMINELLE (2), PAR M. VAN DIEVOET.

MESSIEURS,

Le projet de loi soumis à vos délibérations a un double objet. — Il propose une mesure d'un caractère définitif : l'augmentation du personnel de certains tribunaux ; — et une mesure transitoire : la prorogation des délais de nomination des substituts de complément et des référendaires adjoints de complément.

1. — AUGMENTATION DU PERSONNEL DE CERTAINS TRIBUNAUX.

La Commission vous propose l'adoption de l'article I malgré l'avis émis par certains membres, qu'il faudrait éviter, à l'heure actuelle, toutes nominations de magistrats ne se justifiant pas par les nécessités *permanentes* des services judiciaires.

Bruxelles. — Le personnel judiciaire n'a pas été augmenté depuis la guerre, et il n'existe aucune disposition légale autorisant le Roi à nommer au siège des magistrats de complément. Or, le travail des juges d'instruction s'est accru dans une proportion notable (liquidation de l'arriéré de guerre, application de règlements nouveaux concernant le ravitaillement, la peste bovine, etc.). On s'est trouvé dans la nécessité de déléguer à l'instruction un certain nombre de magistrats. D'autre part, la loi sur les loyers paraît avoir donné lieu à d'assez nombreux conflits dans cet arrondissement. Et l'aug-

(1) Projet de loi, n° 21.

(2) La Commission, présidée par M. Brunet, est composée de MM. Begerem, Colleaux, Crick, De Bue, Dejardin, de Selys-Longchamps, Drèze, Lebeau, Mabille, Neven, Pirard (H.), Poncelet, Soudan, Tschoffen, Van Dievoet.

mentation du nombre des cours d'assises a distrait un certain nombre de juges de leur service d'audience.

Un membre de la Commission a fait observer qu'en matière civile, on plaide peu à Bruxelles, et que le nombre des jugements rendus n'atteint pas celui d'avant la guerre. C'est exact : une comparaison du chiffre des affaires de 1913-1914 et de 1918-1919, le fait apparaître aux yeux.

		Année judiciaire.	
		1913-14	1918-19
Affaires dont le tribunal a eu à connaître.	Pendantes au commencement de l'année judiciaire	7,500	7,945
	Réinscrites au rôle après en avoir été rayées comme terminées	2	3
	Poursuivies par opposition à des jugements par défaut rendus l'année précédente . . .	26	—
	Introduites pendant l'année judiciaire	3,503	1,973
	Total	11,031	9,921
Affaires terminées.	Par jugement	2,619	869
	D'une autre manière	1,477	86
Affaires non terminées		6,935	8,966

Au début de l'année judiciaire 1918-1919, le nombre des affaires pendantes ne dépassait celui de 1913-1914 que de 445; le nombre des affaires introduites au cours de l'année judiciaire était de 1,530 inférieur à celui du dernier exercice normal d'avant la guerre; — le nombre des affaires dont le tribunal eut à connaître était donc de 1,110 inférieur à celui d'avant la guerre; — et malgré cette situation aussi favorable, l'arriéré fin d'année, s'est accru de 2,000 affaires. C'est que le tribunal n'avait rendu que 869 jugements, au lieu de 2,617.

M. le Président du tribunal attribue cette situation aux causes indiquées ci-dessus : tant qu'il ne disposera pas du nombre requis de magistrats il ne pourra, dit-il, assurer le service régulier des chambres civiles et correctionnelles. Et le parquet appuie sa demande.

Huy. — Ce tribunal compte cinq magistrats, y compris le président du siège. Il fait fonction de tribunal de commerce, et par le nombre des affaires civiles, il présente la même importance que certains tribunaux à personnel plus nombreux. Avant la guerre déjà, on se plaignait. Depuis l'armistice la situation est devenue intenable : le tribunal a jugé en six mois plus d'affaires correctionnelles qu'antérieurement en un an; — et le nombre des affaires

pénales à juger reste tel qu'il faudrait tenir des audiences supplémentaires du juge unique ; — mais, faute du personnel nécessaire, la chose n'est pas possible ; — il a même fallu composer la chambre des trois juges avec des moyens de fortune, ce qui nuit à la bonne administration de la justice. Un membre de la Commission faisait observer à juste titre qu'il y a un réel danger à ce que le siège ne comprenne qu'un seul magistrat assisté de deux avocats ou avoués.

Le parquet général est d'avis que des mesures s'imposent d'urgence.

Verviers. — La raison invoquée par le Gouvernement nous paraît péremptoire.

II. — SUBSTITUTS DE COMPLÉMENT ET RÉFÉRENDAIRES

ADJOINTS DE COMPLÉMENT.

La Commission propose de restreindre la faculté de ces nominations au strict nécessaire.

Substituts. — Depuis l'armistice les parquets ont eu le temps de s'organiser en vue du travail supplémentaire de l'après-guerre : le personnel a été généralement complété dans la mesure exigée par les besoins momentanés du service ; ce travail exceptionnel tend du reste à diminuer. Néanmoins, dans un certain nombre de parquets, les substituts d'avant la guerre ne peuvent, en ce moment encore, suffire à la tâche. Il faut donc autoriser le Roi à remplacer les substituts de complément qui sont déchargés de leurs fonctions, sont décédés ou ont pris rang dans les cadres de la magistrature effective. Mais cette faculté semble suffire : il ne paraît pas nécessaire de créer d'autres places de substitut de complément que celles qui existent : c'est ce qui motive la restriction proposée. La Commission se permet d'engager le Gouvernement à restreindre ces nominations aux cas d'absolue nécessité, en raison des difficultés que présente, à l'heure actuelle, le recrutement d'un personnel de choix.

Référendaires de complément. — Des renseignements que le Gouvernement a bien voulu fournir à la Commission, il résulte que l'objet immédiat de l'article 3 est le désir de compléter le personnel du tribunal d'Anvers.

Les procès commerciaux ne se sont généralement pas multipliés depuis l'armistice, ils ont, au contraire, subi une diminution notable : l'arriéré est liquidé, les affaires n'ont pas repris leur ampleur d'avant-guerre, le paiement au comptant a remplacé les marchés à crédit, les faillites sont rares.

Seul le tribunal d'Anvers insiste pour obtenir des référendaires adjoints de complément : cette juridiction reste encombrée d'un arriéré considérable. Le 1^{er} août 1919 il y avait au rôle du tribunal de commerce de la

métropole, 9,117 affaires; une année plus tard, ce chiffre était devenu 11,285. Or, avant la guerre le nombre des affaires à juger ne s'élevait qu'à un peu plus de la moitié de ce total : 6,012 au 1^{er} août 1912, et 5,520 une année plus tard.

La Commission propose de restreindre la faculté de nommer des référendaires adjoints de complément au seul tribunal d'Anvers.

Le Rapporteur,

EM. VAN DIEVOET.

Le Président,

EM. BRUNET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 FEBRUARI 1921.

Wetsontwerp

waarbij het personeel der rechtbanken van eersten aanleg te Brussel, Hoei en Verviers vermeerderd, en de termijn voor het benoemen van bijgevoegde substituten en bijgevoegde adjunct-referendarissen verlengd wordt (1).

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE EN VOOR DE BURGER-RECHTELIJKE EN STRAFRECHTELIJKE WETTEN (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN DIEVOET.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, u ter goedkeuring voorgelegd, heeft een dubbel doel. Het stelt een maatregel van bestendigen aard voor : de versterking van het personeel van sommige rechtbanken ; — en een overgangsmaatregel : de verlenging der termijnen tot het benoemen van de bijgevoegde substituten en van de bijgevoegde adjunct-referendarissen.

I. — VERMEERDERING VAN HET PERSONEEL VAN SOMMIGE RECHTBANKEN.

De Commissie stelt u voor, artikel 1 aan te nemen, al werd door sommige leden de meening uitgebracht dat men thans alle benoemingen van magistraten dient te vermijden, welke niet zijn gewettigd door de *bestendige* behoeften van de rechterlijke diensten.

Brussel. — Het personeel der rechtbank werd sedert den oorlog niet vermeerderd en er bestaat geen enkele wetsbepaling, welke aan den Koning machtiging verleent om bijgevoegde magistraten te benoemen. Nu, de werk-

(1) Wetsontwerp, n^o 24.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit de heeren Begerem, Colleaux, Crick, De Bue, Dejardin, de Selys-Longchamps, Drèze, Lebeau, Mabilie, Neven, Pirard (II.), Poncelet, Soudan, Tschoffen, Van Dievoet.

zaamheden van de onderzoeksrechters zijn merkkelijk aangegroeid (afdoening van den achterstand uit het oorlogstijdperk, toepassing van de nieuwe reglementen inzake bevoorrading, veepest, enz.). Men was verplicht een zeker getal magistraten aan te stellen als onderzoeksrechters. Anderzijds schijnt de huishuurwet in dit arrondissement aanleiding te hebben gegeven tot tamelijk vele geschillen. En de vermeerdering van het getal assisenhoven heeft een zeker getal rechters aan den dienst der terechtzittingen onttrokken.

Een lid van de Commissie deed opmerken dat te Brussel weinig gepleit wordt in burgerlijke zaken en dat het getal uitgesproken vonnissen niet het getal van vóór den oorlog bereikt. Dit is juist : dit blijkt klaar uit een vergelijking tusschen het getal zaken in 1913-1914 en dit in 1918-1919.

		Rechterlijk jaar	
		1913-1914	1918-1919
Zaken waarvan de rechtbank kennis nemen moest.	Aanhangig bij het begin van het rechterlijk jaar . . .	7,500	7,945
	Weer op de rol geschreven na daarvan te zijn afgevoerd als geëindigd . . .	2	5
	Voortgezet door verzet tegen de verstekvonnissen gewezen het vorig jaar . . .	26	—
	Ingesteld gedurende het rechterlijk jaar . . .	3,503	1,973
	Te zamen . . .	11,031	9,921
Afgedane zaken . . .	Bij vonnis . . .	2,619	869
	Op andere wijze . . .	1,477	86
Niet afgedane zaken . . .		6,935	8,966

In het begin van het rechterlijk jaar 1918-1919 overschreed het getal aanhangige zaken dit van 1913-1914 slechts met 445; het getal zaken, aangebracht in den loop van het rechterlijk jaar, bedroeg 1,530 minder dan dit van het laatste normale jaar van vóór den oorlog; — het getal zaken, waarvan de rechtbank moest kennis nemen, was dus 1,410 minder dan dit van vóór den oorlog; — en ondanks dien tamelijk gunstigen toestand was het getal achterstallige zaken op het einde van het jaar met 2,000 aangegroeid. De reden daarvan is dat de rechtbank slechts 869 vonnissen had gewezen in plaats van 2,617.

Volgens den Voorzitter van de rechtbank is die toestand te wijten aan de hooger vermelde oorzaken : zoolang hij niet over het vereischte getal magistraten beschikt, zegt hij, kan hij den geregelten dienst der burgerlijke en boetstraffelijke kamers niet verzekeren. En het parket steunt zijn verzoek.

Hoei. — Deze rechtbank bestaat uit vijf magistraten, met inbegrip van den voorzitter. Zij doet dienst als rechtbank van koophandel, en wegens het

getal burgerlijke zaken is zij van even groot belang als sommige rechtbanken met een talrijker personeel. Reeds vóór den oorlog werd er geklaagd. Sedert den wapenstilstand is de toestand onhoudbaar geworden : binnen een tijd van zes maanden heeft de rechtbank uitspraak gedaan over meer boetstraffelijke zaken dan vroeger in een jaar; — en het getal te wijzen strafzaken blijft zoo groot dat het noodzakelijk zal zijn dat de alleensprekende rechter een grooter getal zittingen houdt; — doch, bij gebrek aan het vereischte personeel is zulks niet mogelijk; zelfs was men verplicht, de kamer der drie rechters voltallig te maken met de eerste de beste advocaten, hetgeen nadeelig is voor de goede rechtsbedeeling. Een lid van de Commissie deed terecht opmerken, dat het samenstellen van het gerecht uit slechts één magistraat, bijgestaan door twee advocaten of pleitbezorgers, een echt gevaar oplevert.

Het parket-generaal is van meening dat maatregelen spoedvereischend zijn.

Verviers. — De door de Regeering aangevoerde reden schijnt ons afdoende te zijn.

II. — TOEGEVOEGDE SUBSTITUTEN EN TOEGEVOEGDE ADJUNCT-REFERENDARISSEN.

De Commissie stelt voor, deze benoemingen tot het volstrekt noodzakelijke te beperken.

Substituten. — Sedert den wapenstilstand hebben de parketten den tijd gehad om hunne inrichting te regelen met het oog op het zwaardere werk van na den oorlog : over het algemeen werd het personeel aangevuld in de mate, welke door de tijdelijke behoeften van den dienst werd vereischt; dit uitzonderlijk werk schijnt overigens te verminderen. In een zeker getal parketten is echter, nog heden ten dage, het getal substituten van vóór den oorlog ontoereikend voor hunne taak. Men moet dus aan den Koning machtiging verleen en om de toegevoegde substituten te vervangen, die uit hun ambt ontheven of overleden zijn of onder de werkende magistraten zijn opgenomen. Doch die machtiging blijkt voldoende te zijn : het schijnt niet noodzakelijk te zijn, andere plaatsen tot stand te brengen dan de bestaande plaatsen van toegevoegd substituit : daarop steunt de voorgestelde beperking. Uit hoofde van de bezwaren welke, heden ten dage, de aanwerving van een keurpersoneel oplevert, zet de Commissie de Regeering aan, deze benoemingen te beperken tot de gevallen van volstrekte noodzakelijkheid.

Toegevoegde referendarissen. — Uit de inlichtingen, door de Regeering aan de Commissie medegedeeld, blijkt dat artikel 3, als onmiddellijk doel, de aanvulling van het personeel der rechtbank te Antwerpen beoogt.

Het getal rechtsgedingen in handelszaken is over het algemeen, sedert den wapenstilstand, niet toegenomen; het is, integendeel, aanzienlijk vermin-

derd; de achterstand is afgedaan; de zaken hebben hun vóór-oorlogschen omvang niet hernomen, contante betaling heeft de levering op crediet vervangen, de faillissementen zijn zeldzaam.

Alléén de rechtbank te Antwerpen dringt aan om toegevoegde adjunct-referendarissen te bekomen : deze rechtsmacht blijft overlast met een aanzienlijken achterstand. Op 1 Augustus 1919 vermeldde de rol der rechtbank van koophandel te Antwerpen 9,117 zaken; een jaar later was dit getal tot 11,285 geklommen. Nu, vóór den oorlog bedroeg het getal te wijzen zaken slechts een weinig meer dan de helft van dit totaalcijfer : 6,012 op 1 Augustus 1912 en 5,520 een jaar later.

De Commissie stelt voor, de vrijheid om toegevoegde adjunct-referendarissen te benoemen toe te staan alleen en uitsluitend voor de rechtbank te Antwerpen.

De Verslaggever,

EM. VAN DIEVOET.

De Voorzitter,

EM. BRUNET.



(1)

Annexe au n° 103.

PROJET DE LOI

ET

Texte proposé par la Commission

Bijlage van n° 103

WETSONTWERP

EN

Tekst door de Commissie voorgesteld

Projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

Le personnel du tribunal de première instance de Bruxelles est augmenté de deux juges; celui des tribunaux de première instance de Huy et de Verviers est augmenté d'un juge.

ART. 2.

L'article 3 de la loi du 18 mars 1920 modifiant les articles 10 et 11 de la loi du 30 avril 1919, contenant des mesures destinées à assurer le fonctionnement régulier de la justice est modifié comme suit: « Les nominations prévues aux articles 10 et 11 de la loi du 30 avril 1919, modifiés par la présente loi, peuvent étre faites *jusqu'au 30 septembre 1921*.

ART. 3.

Le premier alinéa du n° XIV de l'article unique de la loi du 25 octobre 1919 modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux, est modifié comme suit: « *jusqu'au 30 septembre 1921* le Roi peut nommer, auprès de chaque tribunal de commerce, un référendaire adjoint de complément.

Il peut nommer plusieurs référendaires adjoints de complément auprès des tribunaux de commerce qui comptent plusieurs référen-

Wetsontwerp.

EERSTE ARTIKEL.

Het personeel der rechtbank van eersten aanleg te Brussel wordt vermeerderd met twee rechters; dat der rechtbanken van eersten aanleg te Hoei en te Verviers wordt vermeerderd met één rechter.

ART. 2.

Artikel 3 der wet van 18 Maart 1920 tot wijziging van de artikelen 10 en 11 der wet van 30 April 1919 tot invoering van maatregelen om de geregelde werking van het gerecht te verzekeren, wordt gewijzigd als volgt: « Benoemingen, zooals voorzien bij de door deze wet gewijzigde artikelen 10 en 11 der wet van 30 April 1919, zijn toegelaten *tot 30 September 1921*. »

ART. 3.

Het eerste lid van n° XIV van het eenig artikel der wet van 25 October 1919 tot tijdelijke wijziging van de rechterlijke inrichting en van de rechtspleging voor de hoven en rechtbanken, wordt gewijzigd als volgt: « *tot 30 September 1921* kan de Koning bij elke rechtbank van koophandel een bijgevoegd adjunct-referendaris benoemen. »

Bij de rechtbanken van koophandel met verscheidene adjunct-referendarissen kan hij verscheidene bijgevoegde adjunct-referendarissen

Texte proposé par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre).

ART. 2.

Il est ajouté à l'article 3 de la loi du 18 mars 1920 un alinéa ainsi conçu :

A partir de ce moment, et jusqu'au 30 septembre 1921, le Roi pourra nommer des substituts du procureur général de complément et des substituts du procureur du Roi de complément, en remplacement de ceux qui sont déchargés de leur fonction, sont décédés ou ont pris rang dans les cadres de la magistrature effective.

ART. 3.

Jusqu'au 30 septembre 1921, le Roi peut nommer, auprès du Tribunal de commerce d'Anvers, deux référendaires adjoints de complément.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

(Zooals hiernevens.)

ART. 2.

Aan artikel 3 der wet van 18 Maart 1920 wordt een lid toegevoegd, luidende :

Vanaf dit oogenblik, en tot 30 September 1921, kan de Koning bijgevoegde substituten van den procureur-generaal en bijgevoegde substituten van den Procureur des Konings benoemen ter vervanging van die, welke van hun ambt zijn ontheven, overleden zijn of onder de werkende magistraten zijn opgenomen.

ART. 3.

Tot 30 September 1921 kan de Koning twee bijgevoegde adjunct-referendarissen benoemen bij de Rechtbank van koophandel te Antwerpen.

Projet de loi.

—
daires adjoints, sans que leur nombre puisse dépasser la moitié du nombre légal actuel. Les référendaires adjoints de complément sont choisis parmi les personnes réunissant les conditions légales pour être nommées référendaires adjoints.

Wetsontwerp.

benoemen, zonder dat hun aantal de helft van het tegenwoordig wettelijk aantal mag overschrijden. De bijgevoegde adjunct-referendarissen worden gekozen onder de personen, die aan de wettelijke vereischten voldoen om tot adjunct-referendaris benoemd te worden.



Texte proposé par la Commission.

—

Tekst door de Commissie voorgesteld.

—